

Coronavirus: l'urgence économique? Assurer un financement bon marché aux entreprises

La Banque d'Angleterre a réduit son taux directeur mercredi. Très attendue, la BCE entre en piste dans quelques heures

La politique monétaire ne sera efficace qu'avec la contribution de mesures budgétaires averti, mardi, Christine Lagarde lors d'une téléconférence avec les dirigeants de l'Union européenne. Ce qui n'empêche pas la Banque centrale européenne (BCE) de concentrer, une fois de plus, les espoirs pour éviter un chaos économique à la zone euro. Bruno Le Maire, notamment, compte sur elle. « La BCE a-t-elle des marges de manœuvre ? Oui », a martelé le ministre des Finances sur France Inter lundi matin.

On en saura plus dans quelques heures : **après la Fed américaine**, la Banque du Canada et la Banque d'Angleterre, qui ont réduit de 0,5 point leur taux directeur, la BCE entre en piste ce jeudi. Le spectre de la crise de 2008 plane sur ses travaux et sur le monde. **Faute de réponse coordonnée**, l'Europe risque de subir le même scénario économique qu'à l'époque, aurait d'ailleurs insisté la présidente de la banque de Francfort, mardi. Violence de la correction boursière, fermeture du marché de la dette des entreprises : des similitudes existent déjà.

Au tournant des années 2008-2009, les entreprises n'avaient quasiment pas pu se financer sur les marchés pendant trois mois, rappelle l'Association française des trésoriers (AFTE). En Europe, les opérations de marché se sont éteintes dès la dernière semaine de février. Après trois jours de réouverture début mars, prêteurs et emprunteurs ont à nouveau pris la poudre d'escampette depuis vendredi dernier. Trop d'incertitudes. « Si les marchés de crédit se figent durablement, le scénario économique central ne pourra plus être celui d'une perturbation grave mais transitoire (quelques mois), **mais celui d'une récession globale** », prévient Bruno Cavalier, chef économiste chez Oddo BHF.

« Un marché qui se ferme, des coûts de financement qui montent, c'est toujours un souci. Mais tout dépend combien de temps cela dure. Rien ne laisse craindre aujourd'hui une crise systémique », tempère-t-on à l'AFTE. Les grands groupes ont retenu les leçons de 2008. Les (re)financements ne sont pas à un jour ou à une semaine près. Les trésoriers ont appris à mettre des liquidités de côté, à diversifier leurs prêteurs et créanciers.

Il est sans doute temps de ressortir des tiroirs l'étude de S&P, chiffrant à plus de 4 000 milliards d'euros la dette brute des entreprises françaises, soit 175 % du PIB national...

« **Sponsoriser les banques** ». Mais quand la crise survient, les bilans les plus fragiles, les secteurs les plus touchés et, souvent, les plus petites entreprises, font fuir les capitaux. Il est sans doute temps de ressortir des tiroirs l'étude de S&P, **chiffrant à plus de 4 000 milliards d'euros la dette brute des entreprises françaises**, soit 175 % du PIB national. Un ratio qui a bondi de 40 points de pourcentage en dix ans...

La BCE étudie tous les outils à sa disposition, particulièrement ceux permettant d'assurer des financements « très bon marché » a justement précisé Christine Lagarde. C'est sur ce terrain que l'attend Bruno Le Maire. La banque centrale « a des marges de manœuvre pour soutenir toutes les banques qui doivent apporter des prêts de trésorerie aux PME », a déclaré le ministre pour qui, face aux éventuels problèmes de leurs clients, les établissements de crédit doivent pouvoir dire « nous répondrons présents et nous avons le soutien de la BCE ».

Réduire encore une fois un taux directeur déjà négatif (-0,5 %) risque de n'être d'aucun secours pour l'économie européenne. En revanche, « en plus de ses opérations de refinancement de long terme déjà programmées, la BCE pourrait mener une ou plusieurs opérations dans des conditions spécialement généreuses, précise Bruno Cavalier. Une idée qui est débattue serait de fixer le taux de ces opérations sous le taux de dépôt, autrement dit de sponsoriser les banques afin qu'elles-mêmes soient en mesure de soutenir leurs clients ».

C'est la voie sur laquelle s'est engagée la Banque de Suède. Dans une déclaration au parlement publiée mardi, Stefan Ingves, gouverneur de la Riksbank évoque un risque de voir l'accès des entreprises au crédit et aux liquidités se dégrader. Si nécessaire, la Riksbank pourrait assurer aux banques des conditions de financement plus généreuses ou racheter des actifs. « **Un abaissement des taux** ne constitue pas pour l'instant la mesure la plus importante de notre point de vue, a précisé Stefan Ingves. Agir par le biais du bilan constitue un axe central de la politique monétaire dans les circonstances actuelles. »

Quoi qu'il en soit, la baisse surprise des taux de la Fed américaine la semaine dernière n'a aucunement rassuré les investisseurs. Depuis traitée de « lente » et de « pathétique » par Donald Trump, la banque présidée par Jerome Powell pourrait à nouveau agir dès la semaine prochaine. Il va falloir innover pour détendre les marchés.